

Jusqu' où irons-nous ?

Patronat et gouvernement font payer la crise capitaliste aux travailleurs et travailleuses. Les journées de grève et de manifestations se succèdent, sans perspective de durcir le rapport de force ni de débattre des revendications.

La journée du 26 mai, sans appel à la grève au plan national et au durcissement des actions, questionne de nombreuses équipes syndicales quelque soit leurs étiquettes. Pour autant, dans de nombreux départements et localités, des appels interprofessionnels ont été lancés sans attendre un durcissement qui ne viendra pas de toute façon d'une unité syndicale de façade au sommet.

Rompre l'isolement des boîtes en lutte

Les salariés des entreprises touchées par les licenciements, les fermetures de boîtes, le chômage technique se battent le dos au mur, de manière isolée. Les luttes médiatisées de Caterpillar ou de Continental, loin d'être à un instant T l'écho d'une lutte nationale menée de manière coordonnée dans chaque secteur par les syndicats, relèvent malheureusement de la colère sans que le pouvoir patronal et gouvernemental recule.

Bien au contraire, gouvernement et capitalistes sont bien décidés à sauvegarder leur système de privilèges et de profit. Pour eux, tout est possible !

Il est urgent de débattre de la stratégie de lutte et du contenu des revendications.

Unifier, élargir, durcir, autogérer les luttes !

Les luttes doivent se généraliser et s'unifier dans les branches (métallurgie, agro-alimentaire, bâtiment, chimie...) et les services publics et à l'échelle interprofessionnelle sans attendre les mots d'ordre des grandes centrales syndicales, mais au contraire pour les pousser à être plus offensives. Il est urgent que les équipes syndicales de lutte s'affirment, se donnent de la visibilité, et tentent de se coordonner en partant du local.

Il y a nécessité d'une unité d'action à la base pour mener campagne pour la grève générale et les actions de blocage, dans

toutes entreprises et les services publics. Le contrôle des mobilisations par les salariés est une exigence démocratique afin que celles-ci ne soient pas dévoyées par certaines directions syndicales promptes à freiner la lutte, ou simplement à la trahir.

Accompagner la crise ou s'attaquer au pouvoir des capitalistes ?

L'appel intersyndical national reste dans une logique d'une régulation du capitalisme alors que les détenteurs de capitaux et des moyens de production n'en veulent plus.

Arracher par la lutte plus de salaire, de l'emploi, le maintien des sites de production passe par la remise en cause du pouvoir des capitalistes.

C'est à la fois la rémunération du Capital qu'il faut supprimer et le pouvoir des travailleurs et des travailleuses sur l'économie et la société qu'il faut mettre en avant.

Militant-e-s communistes libertaires et syndicalistes, nous mettons en débat les revendications suivantes :

- Hausse immédiate des salaires, pensions et minima sociaux ;
- Blocage des dividendes des actionnaires et leur redistribution ;
- Droit de veto des travailleuses et travailleurs sur les licenciements collectifs ;
- Constitution de conseils de travailleuses et de travailleurs mandatés, parallè-

les aux conseils d'administration. Ils exigeraient des comptes sur l'utilisation des fonds et élaborent des propositions alternatives de budget de fonctionnement des entreprises ;

- Réquisition et autogestion des entreprises qui licencient ;
- Réduction du temps de travail à 32 heures, sans perte de salaire ni flexibilité, avec embauches correspondantes ;
- Réquisition des logements vides et blocage des loyers ;
- Régularisation de tou-te-s les sans papiers...

conditions d'une transformation de la société.

Ces revendications ne valent que si elles sont portées par un mouvement d'ensemble. Cela implique qu'un nombre grandissant de travailleurs et de travailleuses, de chômeurs et de retraités s'organisent sur leurs lieux de travail et de vie, car c'est bien sur ce terrain là que les capitalistes nous craignent. Cela implique aussi de remettre en débat la question de l'alternative au capitalisme et à cette parodie de démocratie à laquelle on nous somme d'adhérer.

25 mai 2009

Alternative libertaire

BP 295

75921 PARIS Cedex 19

contacts@alternativelibertaire.org

www.alternativelibertaire.org

ne pas jeter sur la voie publique SVF



- Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire.
- Je souhaite adhérer à Alternative libertaire.
- Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel *Alternative libertaire*.

Je m'abonne à *Alternative libertaire* (20 euros pour un an, 15 euros pour chômeurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire

NOM..... PRENOM..... TEL..... EMAIL.....

ADRESSE.....